|  |  |
| --- | --- |
|   | **COMMUNE DE****REGLEMENT SUR LA PARTICIPATION FINANCIERE DES****PROPRIETAIRES FONCIERS AUX FRAIS DE PLANIFICATION ET D'APPROBATION DES PLANS D'AMENAGEMENT DE DETAIL**L'Assemblée communale/*le Conseil général*vu :l'article 67 al. 4 de la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (RSF 710.1),édicte :**I. DISPOSITIONS GENERALES** |
| But | **Article premier.** Le présent règlement a pour but de déterminer:1. la participation financière des propriétaires fonciers aux frais de planification et d’approbation des plans d’aménagement de détail (PAD, art. 63) et des plans d'aménagement de détail-cadre (art. 63a LATeC);
2. l'éventuelle part de ces frais prise en charge par la commune.
 |
| Définitions | **Art. 2.** 1 Par **frais de planification**, on entend :a) les coûts des études nécessaires à l’élaboration du PAD;b) les frais de géomètre et de cadastre;1. les coûts liés à l’élaboration des documents constituant le dossier de PAD (plans, règlement, rapport explicatif);
2. les frais de mise à l’enquête publique.
 |
|  | 2 Par **frais d’approbation**, on entend les émoluments des services, organes et autorités perçus dans le cadre de la procédure d’approbation (art. 86 LATeC). 3 Les émoluments perçus par la commune pour l'examen des PAD en application du règlement sur les émoluments et les contributions de remplacement en matière d'aménagement du territoire et de constructions, sont réservés. |
| Champd'application | **Art. 3.** Le présent règlement s'applique en cas d’élaboration d’un nouveau PAD ou PAD-cadre ou de la modification d’un PAD ou PAD-cadre existant. |
|  | **II. PARTICIPATION AUX FRAIS**  |
| Financement | **Art. 4.** Le financement des PAD et des PAD-cadre est assuré par les propriétaires fonciers (ci-après : les propriétaires) et, éventuellement, par la commune (art. 6).  |
| Déterminationdu coût | **Art. 5.** Le montant des frais à répartir entre les propriétaires s'établit sur la base de toutes les dépenses rendues nécessaires par la procédure de planification et d’approbation. |
| Participationde la commune | **Art. 6.** 1 Le Conseil communal peut décider que la commune participe aux frais de planification et/ou d’approbation, à raison d’une part de xx %.2 Les propriétaires n’ont pas droit à une participation financière de la commune |
| Principes derépartition | **Art. 7.** 1 Pour fixer la participation de chaque propriétaire, il est établi un périmètre qui comprend l'ensemble des fonds dont les propriétaires retirent un avantage. 2 En cas de participation de la commune, la part prise en charge par celle-ci est déduite du montant global dû par les propriétaires. 3 La contribution individuelle de chaque propriétaire est fixée en tenant compte des critères suivants : 1. la surface du fonds;
2. l'affectation et la nature du terrain;
3. les indices applicables dans la zone considérée;
4. la situation de la parcelle par rapport aux éventuels aménagements, installations, ouvrages et équipements à réaliser dans le cadre du PAD.
 |

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. **PROCEDURE (art. 102 LATeC)**
 |
| Mise à l'enquête | **Art. 8.** Le tableau des contributions, comprenant le périmètre et tous les facteurs qui influencent le montant de la contribution, est mis à l’enquête pendant trente jours par le conseil communal qui informe par écrit les propriétaires.  |
| Opposition | **Art. 9.** Le ou la propriétaire peut, pendant la durée del'enquête, faire opposition. L'opposition est formulée par écrit et motivée. Elle est adressée au conseil communal.  |
| Décision suropposition,recours | **Art. 10.** 1 Le conseil communal statue sur les oppositions dans un délai de soixante jours. Il communique sous pli recommandé sa décision motivée aux opposants, avec indication du délai, de l'autorité compétente et de la forme à respecter en cas de recours.2 Les décisions sur oppositions sont sujettes à recours directement au Tribunal cantonal, dans les trente jours dès leur notification. |
| Entrée en force | **Art. 11.** Le tableau des contributions entre en force dès la fin de l'enquête, sous réserve d'opposition ou de recours. |
|  | **IV. PERCEPTION (art. 103 LATeC)** |
| Exigibilité | **Art. 12.** 1 Les contributions des propriétaires sont dues dès que la décision d’approbation du PAD ou du PAD-cadre rendue par la Direction compétente est entrée en force. 2 Des acomptes peuvent être perçus dès l’adoption du PAD par la commune. Ils sont fixés sur la base du coût approximatif devisé du PAD. 3 A l'échéance fixée, toute contribution non payée porte intérêt au même taux que celui fixé pour l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques. |
| Débiteur/débitrice | **Art. 13.** Le débiteur ou la débitrice de la contribution est le ou la propriétaire de l'immeuble au moment de la mise à l'enquête du tableau des contributions. |
| Facilités depaiement | **Art. 14.** Lorsque l'acquittement de la contribution constitue unerigueur économique excessive, le conseil communal peut, sur demande écrite, accepter le paiement par acomptes ou accorder un sursis. Dans ce cas, l’intérêt moratoire n’est pas suspendu. |
| Hypothèquelégale | **Art. 15.** Le paiement de la contribution et des intérêts est garantipar une hypothèque légale. |

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. **DISPOSITIONS FINALES**
 |
| Entrée envigueur | **Art. 16.** Le présent règlement entre en vigueur dès son approbationpar la Direction de l’aménagement, de l’environnement et des constructions. |

Adopté par l'Assemblée communale/*le Conseil général* de ....................

en sa séance du .....................

Le ou la secrétaire : Le ou la syndic-que/*président-e* :

Approuvé par la Direction de l’aménagement, de l’environnement et des constructions

Fribourg, le

 Le Conseiller d'Etat-Directeur :